

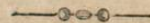
sous nos yeux doit enseigner aux plus aveugles que de grandes modifications se sont opérées dans la vie intellectuelle et matérielle des classes les plus nombreuses.

La Révolution entre dans une phase distincte de celles qui l'ont précédée, et cette phase s'annonce avec de tels caractères de calme et de violence, de force sauvage et d'énergie tranquille; les uns la redoutent avec tant de terreur, les autres la voient se développer avec tant d'espérance, que jamais étude ne sembla plus nécessaire et ne demanda plus d'indépendance et de sagesse.



## LIVRE PREMIER.

### LES POUVOIRS ET L'OPINION.



#### CHAPITRE I<sup>er</sup>.

##### ESPRIT DES ÉLECTIONS

(10 DÉCEMBRE ET 13 MAI).

##### I.

Un des plus fâcheux symptômes de la situation des partis après les élections du 13 mai, fut l'animosité, je pourrais presque dire la haine collective qui séparait les extrémités de l'assemblée législative.

L'opposition et la majorité cessaient ainsi d'agir dans les conditions normales d'un gouvernement représentatif. Elles ne se tempéraient plus l'une par l'autre, de manière à assurer la prédominance des esprits calmes et pratiques. Bien au contraire, elles ne semblaient destinées qu'à se pousser aux résolutions extrêmes, et ne se touchaient que par leurs plus mauvais côtés.

Ainsi, leur antipathie dut augmenter chaque jour,

et loin de se corriger par une action réciproque, elles ne surent qu'exagérer leurs défauts et se vicier à l'envi. Pouvait-il en être autrement, lorsque, indifférentes à la tristesse des esprits sérieux, nous les avons vues se réjouir, non point d'imposer l'estime à des adversaires, mais d'avoir excité leur colère, mis à nu leurs passions, et triompher d'avoir mérité quelque haine ou quelque mépris, par cela seul qu'elles avaient conquis le droit de haïr ou de mépriser à leur tour?

Quelque-douloureux qu'ait été ce spectacle, quelque étrange qu'il puisse paraître de voir l'assemblée nationale donner ainsi l'exemple de la guerre alors que le pays la contemple impassible, il serait injuste d'en faire supporter aux hommes toute la responsabilité. C'était, avons-nous dit tout d'abord, un des symptômes de la situation; mais il porte avec lui son enseignement et mérite un sérieux examen.

## II.

La révolution de février était toute récente. En se voyant si promptement ramenés au pouvoir par le jeu même de la constitution républicaine et du suffrage universel, les partisans de la royauté ne pouvaient croire que cette révolution eût été acceptée par le pays : ils n'avaient donc point été momentanément subalternisés par un cas de force majeure, à leurs yeux ce grand mouvement n'était plus qu'une surprise; et cependant, presque tous, ils en avaient accepté le résultat, que dis-je? ils l'avaient acclamé.

Ils avaient ainsi deux fautes à regretter; de deux faiblesses ils avaient à rougir : ils s'étaient laissé vaincre

ayant le droit et la force; ils s'étaient crus seuls, et la nation était avec eux. C'était trop d'humiliations à la fois.

Quant à la minorité républicaine, elle croyait le peuple avec elle, ou du moins elle se croyait en mesure de le conquérir rapidement; et cependant elle avait eu le pouvoir, toute l'action gouvernementale, toutes ces influences qu'elle regardait comme si puissantes, et dont la monarchie se servait contre elle; tout cela pendant un an, et voilà qu'elle se trouvait plus faible à la fin de cette année. Elle ne pouvait croire à la fausseté de ses principes; habituée depuis longtemps à lutter à l'état de minorité, le fait à ses yeux n'était rien contre le droit; elle ne pouvait attribuer sa faiblesse qu'à ses propres fautes. Ce sont là de ces choses que l'on ne se dit pas à soi-même. Cela ne s'avoue pas; mais cela se sent; et, dans toutes les nuances de la minorité, au fond du cœur, chacun avait un remords et se reprochait quelque chose.

Ainsi de part et d'autre, à gauche comme à droite, on rougissait du passé, on s'indignait du présent, on s'effrayait de l'avenir; on s'irritait surtout de soi-même, de ses propres faiblesses, de ses propres inconséquences, de son manque de courage ou d'habileté.

Or, on oublie la douleur; on oublie la défaite loyalement débattue; on oublie tout...., excepté les fautes. Semblables aux hommes, il est des choses que les partis ne pardonnent jamais : ce ne sont point les blessures, ce sont les hontes.

Je le demande à ceux qui ont le plus violemment et le plus haineusement attaqué la révolution de février et

ses auteurs; la main sur la poitrine, est-ce à cause de la tyrannie de la république? Est-ce à cause de la violence de ses défenseurs? Allons donc! c'est pour leurs propres vivats, pour leurs rubans rouges à la boutonnière, pour leurs professions de foi, pour leurs palinodies. Cela se comprend. Ils n'ont pas même eu pour excuse un martyr. J'avoue que c'est cruel; et malgré leurs injures j'ai d'eux quelque pitié.

D'autres songent. Pourquoi rappeler leurs fautes? Qui n'en connaît la longue et triste litanie? l'Europe en feu, nos soldats oisifs, les nations au combat et la France immobile, la Pologne oubliée, l'Italie livrée, la Hongrie délaissée, les impôts augmentés; rien pour l'idée, mais tout pour le pouvoir, tant d'occasions manquées et tant de jours perdus, tant d'orgueil et tant d'espérances, et puis.... tant d'incapacité. Certes pour oublier ils ont besoin de colère; hélas! ils n'oublieront pas; mais leur irritation se comprend et peut se justifier encore.

### III.

Aussi voyez! Ils sont là dans l'arène ces partis acharnés défenseurs de l'ordre ou de la liberté, tous législateurs et conducteurs de peuple. Ecoutez leurs cris désespérés.

— Sur qui pourrons-nous nous venger?

— Nous avons été lâches! nous avons été niais!

— Nous sommes ignorants! nous sommes impuissants!

— Sur qui pourrons-nous nous venger?

Eh bien! les partis sont d'autant plus coupables de s'abandonner à cette irritabilité nerveuse qu'ils se calom-

nient eux-mêmes. Ils n'ont été ni lâches ni niais; et ce sont là des exagérations funestes. Voilà ce que nous espérons démontrer et nous croyons faire ainsi le premier pas vers la concorde; car, avant d'essayer de les unir en vue d'une œuvre commune, il faut tout d'abord les réconcilier avec leur conscience. Tant qu'ils seront agités de regrets ou de remords, ils seront agités de colère, et c'est une condition nécessaire pour vivre en paix avec les autres et pour les estimer que d'être calme de cœur et de s'estimer soi-même.

Cette œuvre conciliatrice consiste à montrer à la réaction la puissance invincible et la nécessité de la révolution, à l'opposition, la grandeur et la force de ses plus récentes conquêtes. Elles seront ainsi consolées toutes deux; l'une en voyant combien les premiers élans qu'elle se reproche ont été légitimes, la seconde en comprenant que ses fautes sont loin d'être irréparables et n'ont peut-être pas même été sans utilité pour la cause du progrès et de la liberté.

Un déplorable malentendu masquait en effet le sens des élections du 10 décembre et du 13 mai. Dès lors, les pouvoirs constitués méconnaissant leur mission et le caractère même de leur mandat ne purent que rencontrer des impossibilités sans nombre.

Les partis dans une position fautive et mal comprise se trouvèrent enveloppés à la fois de ténèbres et d'obstacles invincibles. L'irritation dut augmenter chaque jour avec l'impuissance; il fallut récriminer faute de pouvoir agir, et de part et d'autre on fut plus effrayé de sa propre faiblesse que de la force de ses adversaires.

Ce sont là de ces situations dont il faut sortir à tout

prix, et lorsque les habiles et les tacticiens ont échoué, peut-être y a-t-il encore une ressource dans la franchise, et nous croyons devoir en essayer.

#### IV.

Il est une cause d'erreur à laquelle les partis sont sujets : c'est leur tendance à confondre l'intérêt d'un principe avec celui des hommes qui l'ont proclamé. Nous sommes tous plus ou moins portés à considérer une idée comme notre propriété, alors même qu'elle est devenue l'idée de tout le monde. Quand les convictions d'une de ces associations politiques que nous nommons partis, acquièrent une puissance réelle par l'acceptation générale, c'est avec une étrange bonne foi que ces partis supposent que l'exploitation, pour ainsi dire, de ce nouvel état des esprits, le gouvernement, en un mot, leur appartient. Ils ne songent pas que ces convictions n'ont acquis valeur que par le consentement universel et que le gouvernement est de droit une chose commune dans la société, qu'il appartient enfin à tous les citoyens. D'autre part quand ces convictions surannées viennent à perdre leur valeur par l'abandon du plus grand nombre, ils se considèrent en quelque sorte comme spoliés par l'esprit humain, ne peuvent se résoudre à voir ainsi dépérir leur propriété, et songent, par tous les moyens, à lui rendre, fût-ce pour quelques jours, une partie de son prix.

Ce déplorable égoïsme les porte à sacrifier incessamment l'intérêt général à l'intérêt ou aux passions de quelques-uns ; ils en viennent à croire que les nations sont faites pour les gouvernements et non point les gouvernements pour les nations. Alors même que les peu-

ples leur donnent l'auguste mandat de les servir, ils mettent leur gloire plutôt à s'imposer qu'à se faire accepter, et tous veulent se dire maîtres quand ils ne sont que serviteurs. C'est pourquoi bientôt le regard du souverain se détourne d'eux, et pour avoir voulu se rendre nécessaires, ils tombent précipités du pouvoir qui leur avait été donné. Ces grandes leçons se succèdent en vain ; les partis persévèrent dans leur égoïsme, ils persistent à considérer les champs infinis de l'idée comme leur patrimoine. Seuls ils veulent y moissonner, et jamais ils ne distinguent l'intérêt des individus, cette chose essentiellement imparfaite et personnelle, du principe, cette autre chose essentiellement commune, universelle et divine.

Il faut beaucoup de temps et de circonstances favorables pour que l'on comprenne une telle distinction ; il eût cependant suffi de la faire pour saisir toute l'unité de la conduite du peuple dans les diverses manifestations électorales qui se sont succédé depuis la révolution de février ; mais il eût pour cela fallu repousser bien loin les suggestions de l'amour-propre et des sentiments personnels, et chercher avec confiance et naïveté le sens intime et durable qui se cache sous les expressions multiples de la volonté générale.

Malheureusement les passions parlent plus haut que la raison ; on aime mieux accuser tout un peuple d'incapacité et de caprice que de s'humilier soi-même. Quelques-uns se laissent aller à des illusions décevantes, et prennent plaisir à se tromper ; ceux-là sont faibles et malades de vanité, ce sont les niais honnêtes, ils peuvent être pardonnés.

D'autres sont plus coupables ; ils voient clairement le fond des choses, mais ils ont un triste mépris des nations et des hommes, et s'efforcent de présenter ces faits compliqués sous un faux jour qui ne permette à personne de se rendre compte de leur signification véritable ; ils espèrent ainsi jeter la confusion dans les esprits et les conduire dans une voie différente de celle qu'ils avaient choisie : ce sont les habiles hypocrites. Les premiers se mettent un bandeau sur les yeux, ceux-ci le lient sur les yeux des autres.

## V.

En de telles circonstances, ceux-là seuls ne sont point aveuglés qui croient à la permanence des idées, à leur développement sage et régulier dans le sein des masses. Cette certitude les guide à travers les agitations du moment et leur montre l'irrésistible et majestueux mouvement de l'esprit des nations. Jamais cette sagesse ne fut plus manifeste que dans les actes du peuple depuis 1848.

La révolution fut dans tout le pays unanimement acceptée, plutôt avec raison qu'avec enthousiasme, et c'est surtout cette acceptation calme qui fait la force du régime nouveau.

La république ne se présentait point comme une forme ardemment désirée, mais bien comme la conséquence logique de prémisses reconnues vraies et depuis longtemps posées. Dès la première heure, son avènement eut l'irrésistible caractère de la nécessité. Nul ne put s'en attribuer l'honneur, et nul ne songea même à lui résister.

Or, ces causes, dont chacun voyait alors si clairement

la puissance, n'ont rien perdu de leur énergie, et c'est là ce qui fait de la république un fait irrévocable.

Elle ne fut point un ouvrage des hommes, elle est fille du temps, du progrès et des lois historiques, et par elle toute force humaine sera vaincue.

Un moment cette conviction fut celle de tous. Mais dès que les partisans des régimes déchus se virent ramenés au pouvoir par la volonté des électeurs, ils reprirent leurs anciens préjugés et méconnurent pour longtemps ce caractère de nécessité qui donnait tant de force à la nouvelle forme de gouvernement.

De ce jour, chacun de leurs actes ne pouvait être qu'une faute, chacune de leurs espérances qu'une illusion. Les causes de cette erreur ont une telle importance, et l'ignorance à ce sujet peut être si funeste, que nous croyons devoir les développer avec quelque étendue.

## VI.

Depuis quelque temps déjà les esprits prévoyants attendaient la venue de la république. Elle était pour eux singulièrement rapprochée par les fâcheux résultats du gouvernement constitutionnel. Cette forme, en se prolongeant, mettait à nu tous ses vices et n'aboutissait qu'à un amoindrissement général des caractères individuels et des forces vives de la nation.

Cependant, si pour l'immense majorité des Français ce régime bâtard était définitivement condamné, on ne s'attendait point à un dénoûment si rapide.

Il y eut donc une sorte de surprise, non point dans le sens où on a voulu le faire croire, d'un ridicule escamotage de la volonté nationale. Non ! il n'y eut rien, il ne

pouvait y avoir rien de semblable ; et la preuve la plus évidente que l'on puisse en donner, pour l'honneur du pays, c'est son acquiescement spontané, c'est cet abandon subit d'une forme gouvernementale qui s'évanouit sans trouver un dévouement, sans laisser un regret.

Mais il y eut une sorte d'étonnement, né de la rapidité des événements. On n'y était point préparé, et chacun sentait que l'absence de définition de l'acte qui venait de s'accomplir allait entraîner bien des malentendus, une grande agitation et des troubles dans les consciences. Enfin, il arrivait ce qui se produit toujours quand il faut prendre subitement une résolution que l'on avait remise au lendemain ; on avait plus besoin de sang-froid que d'élan ; on hésitait et l'on craignait les entraînements.

Il ne se mêlait cependant à cette tendance aucun doute sur la justice ni même sur l'opportunité de la révolution. Elle arrivait à son heure ; si l'on n'était pas prêt à la recevoir, la faute n'en était point à elle, mais à l'imprévoyance humaine.

Par un juste retour, les plus dévoués partisans du régime déchu s'étaient d'avance condamnés, la funeste doctrine des *faits accomplis* se retournait contre eux. Etrange ironie du sort ! Par habitude, ils s'inclinaient devant elle, et leurs enseignements prenant un corps, se dressaient devant eux et ricanaient à leur douleur.

Ce sont là les enseignements de l'histoire.

Quant aux régimes plus anciens qui conservaient encore des partisans, depuis plusieurs années ces derniers semblaient si peu nombreux et frappés d'une telle impuissance, que de ce côté rien ne paraissait à craindre.

Ils n'étaient point seulement condamnés, ils étaient déjà presque oubliés.

Jeunes encore et semblables aux enfants, les peuples connaissent tout par observation. Il est rare que leur jugement dépende d'un raisonnement, et presque toujours il s'établit sur une expérience : c'est pour cela qu'ils sont si fermes dans leur refus de retourner au passé ; il fut essayé. C'est aussi pour cela qu'ils sont indécis quand il s'agit de marcher vers l'avenir ; ils l'ignorent, et la discussion leur apprend peu de choses.

Il faut tenir grand compte de ce caractère dans l'étude des tâtonnements de l'opinion publique ; elle oscille longtemps autour de la vérité avant de décider la route qu'elle veut suivre ; mais, quand elle renonce à l'une de ces tentatives, il est inutile de l'engager à retourner en arrière, elle sait qu'elle doit avancer et connaît le chemin déjà parcouru. C'est grande pitié que de voir ces efforts rétrogrades, car c'est de la force et du temps perdus. Aussi quand on étudie les travaux des partis de réaction, s'il est quelque chose de plus désolant que le spectacle des maux et des tiraillements qu'ils produisent, c'est celui de leur impuissance.

## VII.

Les masses ont une notion instinctive de cet état intellectuel qui leur est propre, et de l'invincible force d'inertie qui s'oppose à tout mouvement en arrière ; aussi, ne répugnent-elles point absolument à remettre leurs destinées entre les mains de ceux qui tromperont déjà leur espoir.

Parce qu'elles sont puissantes, elles sont indulgentes, et leur haine contre les personnes ne dure jamais qu'un jour. D'elles à leurs gouvernants est toute la distance qui sépare un peuple d'un individu, et si leur majesté ne les garantit pas toujours de la colère, elle les met du moins au-dessus de la rancune. Elles comprennent bientôt d'ailleurs que les fautes sont plus souvent dues à des circonstances difficiles qu'à des volontés mauvaises. Elles espèrent que, les circonstances étant changées, les fautes seront évitées, croient à la puissance des leçons qu'elles ont données, et toute grande chute leur cause une bienveillante pitié, que la vanité prend trop souvent pour un regret, quand elle est un pardon.

Telle fut une des causes de l'erreur qui vint obscurcir, pour les chefs de la majorité parlementaire, le sens des élections générales et des élections partielles qui les ont suivies.

Ils oublièrent et les discours dans lesquels ils reconnaissaient la justice de la révolution, et les professions de foi progressives, et les protestations de dévouement à la république; du jour où le peuple eut eu foi dans leurs paroles, ces paroles furent oubliées. Ils ne comprirent point que si la conduite de la révolution leur était confiée, c'est que la révolution semblait invincible, et qu'ils l'avaient naguère eux-mêmes reconnu. Ils ne s'imaginèrent pas qu'on eût pu les croire, et se dirent que la république était reniée puisqu'ils étaient acceptés. S'il eût voulu la défendre, est-ce donc à ses ennemis que le peuple l'eût livrée?

Leur hypocrisie fut donc la cause première de leur aveuglement : ce fut justice, le mensonge est une arme

à double tranchant, et tôt ou tard celui qui s'en sert en est lui-même blessé.

Nous l'avons remarqué, ce qui s'oppose à ce que l'on comprenne généralement l'action des grandes masses d'hommes, c'est que l'on ne veut point croire à leur esprit de suite et à leur sagesse; c'est là un préjugé absolument contraire à la doctrine de la souveraineté du peuple, et dont il faut se défaire si l'on veut saisir la vérité dans les faits historiques, surtout à l'époque où nous vivons.

Une seule chose vient quelquefois troubler cette sagesse des masses, c'est leur noble confiance et leur touchante naïveté. Les tactiques déloyales et les fourberies sont tellement en dehors de leur nature, qu'elles n'en ont point une notion claire, et ne sauraient s'en défier: c'est avec peine qu'elles croient au mal qui se cache; aussi le mensonge et l'audace les trompent souvent sur les intentions des hommes. De telles tromperies sont de grands crimes, car elles ne tendent à rien moins qu'à les rendre à leur tour défiantes, irritées, puis soupçonneuses et cruelles. Alors tous les malheurs sont à craindre, et c'est à bon droit que l'histoire rend responsable de ces excès ceux qui n'ont point craint de tenter Dieu, et de vicier ainsi la conscience d'une nation. Nous le répéterons jusqu'à satiété, car il faut que cette vérité soit comprise, les masses ne discutent point, elles sentent; ce ne sont point les livres, ce ne sont point les discours qui troublent leur conscience, mais bien les exemples éclatants. C'est assez pour des hommes d'avoir perdu leur âme et leur honneur, c'est trop de perdre encore ceux d'un peuple.

Mais alors on venait de voir les conséquences d'un tel système. Nul ne pensait qu'on pût encore avoir l'idée de tromper les hommes pour les gouverner, et de faire ainsi métier d'esclave pour devenir tyran. La révolution de février semblait un enseignement assez sévère pour que chacun eût pour toujours oublié ces errements funestes qui, par le mépris, n'avaient conduit qu'à l'abîme.

Quant au peuple, jamais dans un triomphe il n'avait montré moins d'animosité; jamais il ne lui fut plus facile de faire acte de clémence et d'oubli; c'est qu'en effet le peuple ne frappe que ceux qu'il craint ou qu'il combat, et ne s'acharne jamais sur un ennemi pour toujours abattu; c'est qu'aussi jamais il ne s'était plus franchement indigné d'un système, et n'en avait plus intelligemment séparé les personnes.

Cependant, de ce pardon à une confiance qui devait être sitôt trompée, il y avait un abîme, et ce que nous avons dit ne suffit pas pour expliquer qu'il fût sitôt comblé. D'autres causes plus puissantes agissaient en effet dans le même sens.

### VIII.

Il est rare que le premier moment d'effervescence passé, les révolutionnaires conservent la direction des affaires publiques. Cela n'a lieu que lorsque la révolution est sérieusement menacée; mais, lorsqu'elle semble triomphante et acceptée sans conteste, ils ne tardent jamais à être précipités du pouvoir.

Ceci est une loi politique dont les causes ont un grand intérêt dans un temps aussi agité que le nôtre,

car elle reçoit chaque jour des applications rapides, et ces péripéties jettent dans une grande perplexité tous ceux qui, faute de la connaître, cessent de comprendre quelque chose à la succession des événements.

L'origine de cette loi se trouve encore dans cette distinction entre les idées et leurs défenseurs, que ces derniers acceptent si difficilement, et que les masses, indifférentes aux intérêts individuels, font avec tant de sûreté.

Or, il est presque impossible que les révolutionnaires soient réellement des hommes pratiques de gouvernement; il serait même bien injuste de l'exiger, car ils devraient réaliser pour cela cette union si rare des qualités et des caractères les plus opposés.

Autre chose est, en effet, d'attaquer et de détruire une forme politique ou sociale vicieuse, ou de défendre en paix celle qui l'a remplacée.

Pour peu que l'on veuille réfléchir avec calme sur les diverses situations qui leur sont faites, il est facile de concevoir que la lutte politique exige des promoteurs d'une révolution des habitudes et des sentiments qui ne sont point précisément considérés comme les qualités requises dans les agents du pouvoir.

Ennemis des puissances établies, ils sont éloignés de toutes les fonctions publiques, et quelles que soient leurs études et leur intelligence, quand ils sont en grand nombre investis subitement de ces fonctions, leurs premiers actes dénotent leur inexpérience; le mouvement général en est forcément troublé. Ils sont en outre privés de la ressource des nouveaux fonctionnaires dans les temps réguliers; ceux-ci se laissent, en effet, d'abord guider